

Pour un nouveau pacte intergénérationnel

Après la défaite retentissante du 18 mai dernier, dont l'ampleur a sans doute étonné autant les adversaires que les partisans de l'écologie politique, deux questions majeures se posent à Écolo. L'analyse d'Éric Biérin, responsable de la communication d'Écolo (1992-2001), devenu ensuite, à la fin de la législature, le porte-parole du ministre Deleuze.

PAR ÉRIC BIÉRIN

« Il est toujours infiniment demandé à ceux qui désirent d'un désir infini. »
(Christian Bobin.)

Deux questions majeures se posent à Écolo. L'une porte sur notre dynamique interne, l'autre est plus large et concerne le rapport qu'entretient l'écologie politique avec la société. Les deux sont liées mais, pour la clarté du propos, nous tenterons dans la mesure du possible de les aborder séparément. La question de la dynamique interne, d'abord.

LE COMPLEXE DE CENDRILLON

Une telle « dégelée » aurait dû amener chacun à faire preuve de modestie mais aussi de courage, en admettant que passer de grosso modo 19 % à 8 % de l'électorat francophone constitue un traumatisme suffisant pour qu'on ne tente pas d'en attribuer la cause à un seul facteur

ou à un seul des pôles du mouvement. C'était un des soucis, méritoires, de la note dite « Phœnix ». Mais ce n'est pourtant pas toujours à cela que nous assistons : le réflexe consiste au contraire chez un certain nombre d'entre nous à trouver dans la défaite la confirmation de leurs certitudes ou des présupposés qui jusque-là orientaient leur action, les « courants » ou les « sensibilités » internes trouvant alors du grain à moudre au profit de leur analyse segmentée. Cela passe par « Nous avons perdu à cause de » : à cause de l'accord gouvernemental qui était mauvais, à cause des négociateurs qui n'ont pas bien fait leur job, à cause de nos ministres qui n'étaient pas assez pugnaces, à cause de la direction politique qui n'était pas à la hauteur, à cause des

Convergences de gauche, à cause de Francorchamps, à cause d'un vote en assemblée générale sur la réforme des prérogatives royales, etc. En tout état de cause, cela semble aboutir d'un côté à un « On vous l'avait bien dit, il ne fallait pas y aller », et la défaite serait alors à imputer à la participation au fédéral, voire aux participationnistes, à ceux pour qui, quoi qu'il en coûte, il fallait en être et y rester. De l'autre côté, cela aboutirait à un « On vous l'avait bien dit, nos ennemis étaient à l'intérieur », et la responsabilité de l'échec reviendrait alors à ceux qui au sein du parti auraient refusé de promouvoir un bilan estimé pourtant tout à fait défendable.

Nous pensons pour notre part que toutes ces causes sont peu ou prou intervenues dans l'échec, mais que ce n'est pas là l'essentiel. Pour nous, la défaite n'est pas à imputer prioritairement à l'un ou l'autre pôle ou à l'un ou l'autre facteur, mais au déficit d'un dispositif politique, celui d'Écolo, que nous avons tous contribué collectivement à mettre en place. Et il est en effet probable qu'un tel constat requiert de la part de chacun la modestie d'admettre qu'il porte une part de responsabilité dans l'échec et le courage d'accepter d'aller à l'encontre de quelques idées reçues. C'est ce à quoi nous allons tenter de nous appliquer dans cette première partie du texte.

Nous sommes ainsi de ceux qui continuent à penser qu'Écolo (et Agalev) a eu raison d'assumer la

contrainte de ses responsabilités à la suite de sa victoire électorale de 1999, en votant la participation y compris au niveau fédéral. Mais ça ne nous empêche en aucune manière de déplorer que la participation est devenue en pratique notre seule raison d'être et que nous n'avons pas été en mesure de faire vivre l'écologie politique au sein de la société, en dehors de la participation.

Et avec quelles difficultés l'avons-nous vécue, cette participation ! À tel point que pendant toute la durée de la législature, presque jour après jour, Écolo a été le premier à dire que son travail n'était pas satisfaisant et que ses résultats étaient mauvais. Fallait-il ensuite espérer, au cours des quatre semaines de campagne, être capables de mobiliser le mouvement et de convaincre l'électeur du contraire de ce que nous lui avions nous-mêmes asséné comme vérité pendant quatre ans ?

Il n'est pas évident non plus qu'Écolo se soit montré très cohérent, entre juillet et novembre 1999, en décidant d'abord majoritairement d'assumer la contrainte de la responsabilité en votant les participations, pour ensuite céder à une forme de schizophrénie collective trois mois plus tard lors de l'élection du secrétariat fédéral, en nourrissant l'illusion que la première tâche de sa direction politique n'est pas d'être la plus forte possible face à nos adversaires politiques, mais bien d'être la garantie d'un contrepois à... ses propres ministres¹. Nous avons à cette occa-

¹ Le point ici n'est pas de regretter le choix de l'assemblée générale, aucune des deux équipes alors en lice, quelles que soient par ailleurs les qualités des personnes, n'étant satisfaisante du point de vue politique, qui aurait consisté à vouloir doter Écolo d'une direction forte capable de damer le pion à nos adversaires au sein du champ politique et de forcer le respect des ministres. Le point est d'indiquer que le choix de l'assemblée générale ne s'est pas effectué en fonction de ces critères politiques, mais bien en fonction de critères claniques et/ou affectifs, infrapolitiques et donc politiquement non judicieux.

sion mis en scène une vieille figure tristement célèbre du fonctionnement du champ politique: nous avons, avec les meilleures intentions du monde, joué « le peuple contre les institutions » ou, pour les plus latinistes, « la plèbe contre le Sénat ». C'était oublier au passage que chez Écolo, c'est le peuple — c'est-à-dire l'ensemble des militants présents en assemblée générale — qui est souverain, et qu'à l'opposé de l'antique exemple ci-dessus, c'est le peuple écologiste qui institue toutes celles et tous ceux qui détiennent un mandat.

Dans la foulée, ne faut-il pas observer qu'Écolo connaît énormément de difficultés à doter son « sommet » (ses fonctions exécutives majeures, que ce soit au niveau du secrétariat fédéral, au niveau ministériel ou au niveau des collèges communaux) de personnalités capables de satisfaire aux exigences contradictoires d'Écolo lui-même? Une illustration: si on considère que malgré les critiques internes récurrentes dont, pour ne citer qu'un exemple, notre vice-Prémière fut l'objet au cours de la législature, pas *une* personne ne s'est déclarée prête à *aucun* moment à la remplacer, alors on est bien obligé de considérer que les exigences d'Écolo sont tout simplement impaisables.

Dans cette mesure, Écolo ne constitue pas une structure qui protège les siens (« ses enfants », dirait-on dans des partis plus paternalistes que le nôtre) pour leur permettre, en confiance, d'exercer convenablement leur boulot. Nos exigences à l'égard de nos mandataires sont infi-

nies, mais notre effroi est tel à la seule évocation de la possibilité de participer à la mise en place d'une quelconque élite que nous préférons nous ranger du côté des coupeurs de têtes, avec une fréquence qui ferait pâlir d'envie les plus performants des Jivaros.

Cela permet de jeter un autre regard sur les discussions en cours au sujet de la réforme statutaire concernant le secrétariat fédéral: dans l'état actuel de fonctionnement du parti, et quels que soient les mérites éventuels et largement à démontrer d'une formule présidentielle, qui serait assez fou pour affronter seul la charge de représenter Écolo, à l'extérieur mais aussi (surtout?) à l'intérieur, sans l'appui d'une structure forte qui, d'une part, le préserverait en tant que personne, ce qui constitue tout de même, sauf chez nous, une des premières fonctions organiques d'un parti et, d'autre part, ne le contraindrait pas à vivre sa charge comme l'Alpha et l'Omega de son existence personnelle?

Il y a une autre idée reçue qui frise le tabou. Notre parti n'a que le mot « compétence » à la bouche (« Il faut nommer les gens en fonction de leurs compétences! », « Nous, on organise des concours et on choisit les plus compétents! », etc.), auquel il oppose si souvent le clientélisme et les renvois d'ascenseur que pratiquent les « autres », à tous les coups moins soucieux d'éthique. Mais les compétences, y compris reconnues, qui doivent bien finir par se matérialiser en ambition pour s'exercer, y sont anéanties avant parfois même d'éclore².

² Quelle est l'assemblée générale de poll qui a élu les candidats en fonction de ces sacro-saintes « compétences »? Que mes amis élus se rassurent, je ne dis pas qu'on a élu des incompetents! Le point est que ce n'est pas forcément le critère qui a prévalu au choix du poll.

L'effet pervers a quelque chose de terrifiant : Écolo, le parti de l'innovation, le parti des nouveaux enjeux, le parti relais des nouvelles mobilisations sociales et du renouvellement de la question démocratique, se condamne ainsi à ne produire que « du même », « du qui-ne-dépasse-pas », alors qu'il exige paradoxalement de ses représentants d'être hors du commun, ce qui est la définition première d'une élite. Dans la conscience de la globalité des enjeux qu'il requiert, le projet de société écologiste est de facto complexe, et donc élitaire. Or Écolo n'admet de certains qu'ils se distinguent que dans la mesure où ils s'inscrivent « contre ». Sans voir que la contre-élite n'est que l'élite des perdants ou ne se distingue de son contre-modèle que parce qu'elle préfère valoriser ses défaites plutôt que de soigner ses victoires. C'est qu'en réalité, dans le monde de la contre-élite, la défaite est la mesure du juste. Qu'importe la défaite pourvu qu'on soit rebelle.

Écolo vit en cela une sorte de complexe de Cendrillon politique : il se voudrait carrosse mais se vit citrouille ou, pour mieux dire, exige d'une citrouille les performances d'un carrosse. Et s'essaie même de temps en temps à tuer le premier « prince charmant » qui s'aventure à lui offrir la pantoufle de vair. N'est-il pas temps d'accepter de voir que pour un parti qui se laisserait dicter son ordre du jour par une contre-élite, il sera toujours minuit ?

Dans cette occurrence, Écolo apparaît comme le parti des problèmes, pas le parti des solutions ; le parti « contre », pas le parti « pour » ; le parti qui gémit, pas le parti qui agit ; le parti qui forcément perd, pas le parti qui, comme il est normal, parfois gagne, parfois perd.

Nous sommes là au cœur des enjeux mortifères de notre dynamique interne (et peut-être de la dynamique interne de trop de partis écologistes), qui déborde largement sur notre manière d'agir en politique. N'est-il pas spectaculaire de constater que nous étions bien plus nombreux lors des réunions qui ont suivi la défaite du 18 mai qu'au cours de celles, trop rares, où nous aurions pu célébrer les victoires écologistes de la législature ?

Enfin, nous avons fini par nous faire à une sale habitude qui structure notre manière d'être politique : nous n'arrêtons pas de brandir la menace. Cette menace a deux visages. Le premier réside dans les cataclysmes que nous ne cessons de promettre au monde, au lieu de lui proposer de partager notre désir de nous assurer ensemble que tout cataclysme collectif sera évitable pourvu qu'on le prévienne. Ce faisant, ne tentons-nous pas nous aussi de surfer sur les peurs ? Le deuxième de ces visages réside dans la manière non pas d'être sereinement sûrs de nous, mais dans la manière de vouloir imposer à tout le monde ce que nous considérons comme des certitudes. Nous ne reculons même pas devant l'utilisation du chantage, que nos « AG stop ou encore » ont incarné jusqu'à la caricature.

Presque sans nous en rendre compte, nous avons fait de la faiblesse de nos structures et de notre fonctionnement l'unique vitrine, quasi permanente, de l'écologie politique. Mais nous touchons là à la question plus large évoquée plus haut, qui concerne notre rapport avec la société.

LE COMPLEXE DE PETER PAN

« À l'inverse de ce qu'on pense le plus souvent, le monde et les hommes qui l'habitent font deux. Le monde s'étend entre les hommes et cet "entre" est aujourd'hui l'objet du plus grand souci et du bouleversement le plus manifeste dans presque tous les pays du monde. » (Hannah Arendt.)

Face aux difficultés communes et répétées des partis écologistes dans l'ensemble des pays européens (c'est-à-dire là où malgré tout ils sont le mieux implantés), et face à leurs scores électoraux relativement modestes et toujours précaires, certains en viennent, légitimement, à poser la question existentielle: « Y a-t-il une place sur le marché électoral pour les partis qui se réclament de l'écologie politique? » Question évidemment terrible, quand on songe d'abord à l'énergie que beaucoup d'entre nous ont mis à l'émergence puis au développement d'un outil politique au service du développement durable, tant nous partageons l'idée qu'il n'y aurait pas de politique écologique sans écologistes en politique; quand on considère ensuite l'extraordinaire paradoxe que la question implique, alors que chaque jour qui passe confirme la nécessité d'un nouvel équilibre entre économie, social et environnement, mieux respectueux des générations futures, dont l'écologie politique est porteuse.

La question demeure existentielle mais peut se rapprocher d'une solution si, en fonction des éléments qui précèdent, on lui ajoute quelques mots qui mettent les écologistes en position de résoudre leur problème, plutôt que d'en attribuer les causes

à un facteur extérieur qu'ils ne seraient pas en mesure de maîtriser; cette question deviendrait ainsi: « Y a-t-il une place sur le marché électoral pour les partis écologistes tels qu'ils fonctionnent? »

Après vingt ans d'existence, jetons un œil sur le contexte politique global: les résultats insuffisants du sommet de Johannesburg, les difficultés à parvenir à la mise en œuvre du protocole de Kyoto, la crise du multilatéralisme ou le combat face à ceux pour qui le commerce est la voie unique du développement des pays les plus pauvres indiquent à suffisance l'ampleur de la tâche et des responsabilités historiques auxquelles une mondialisation insuffisamment régulée confronte les partis verts.

Voilà donc les enjeux par rapport auxquels nous sommes attendus, par rapport auxquels nous devons rassurer quant à la crédibilité de nos propositions et quant à notre capacité à les mettre en œuvre. C'est peu dire que face à de tels défis, il n'y a pas de place pour l'exhibition permanente de notre propre insatisfaction et de notre souffrance à faire de la politique. Les gens, la souffrance, ils connaissent; ils n'ont que faire de la nôtre.

Ce qui est donc fondamental pour l'avenir des écologistes aujourd'hui, c'est de se rendre disponible pour résoudre les problèmes qui se posent à l'ensemble de la société et du monde, en se tournant résolument vers l'extérieur, car notre rôle politique n'est pas d'être le prisme de toutes les radicalités frustrées; notre rôle politique est de produire davantage de consensus autour des solutions pertinentes que nous proposons. Pour cela, nous devons en

finir avec le complexe de Peter Pan : à vingt ans, il est temps d'accepter de grandir.

UN NOUVEAU PACTE ENTRE LES GÉNÉRATIONS

Accepter de grandir, c'est d'abord se donner un nouveau cadre mental pour l'action, à travers l'identité d'un parti qui s'assume comme tel. Un parti pour lequel le plaisir politique consiste fondamentalement en la prise de conscience la plus intense possible du réel, ce qui est tout sauf un repli sur la gestion, même si c'est elle qui pour partie confronte le parti à la dureté du réel. Accepter de grandir, c'est quitter la posture du parti en transaction honteuse permanente (« On s'excuse de faire de la politique ») par rapport à un fond purement contestataire, car nous risquerions alors d'aboutir à une altérité peut-être confortable, mais sans plus aucune utilité politique.

Mais ce surcroît de politique ne peut se faire aux dépens de notre fonctionnement démocratique. Au contraire, il va de pair avec son renforcement, car ce qui a terriblement pesé sur notre mental et sur notre capacité d'agir collectivement au cours de la législature passée, c'est la privation d'expériences et d'aventures, la privation de l'implication du plus grand nombre possible dans la délibération, la privation de l'intelligence et de la sensibilité de l'arbitrage. C'est, en un mot, la privation en cascade de l'expérience du politique. Or, nous ne serons forts, nous ne serons bons que si nous partageons en confiance l'ensemble des difficultés que recèle le difficile exercice de la politique.

Nous ne grandirons pas si nous cédon aux facilités du repli sur nous-mêmes, quelque forme qu'il prenne : repli sur nos certitudes, sur notre fonctionnement, sur notre nombril.

Nous ne grandirons pas non plus si nous choisissons le repli sur ce que certains appellent nos « fondamentaux » : les valeurs sûres estampillées « vertes de chez vert ». Car les électeurs qui nous ont quitté en masse pour rejoindre le P.S., le M.R., voire le C.d.H. ne sont pas allés là à la recherche de plus vert que nous ; ceux qui auraient été dans ce cas, au pire, ne sont pas allés voter. Ceux qui nous ont quittés pour voter traditionnel ont été déçus par ce qu'ils ont identifié comme notre insuffisante utilité politique.

Dans les campagnes des régionales et européennes qui pointent déjà le nez, c'est cette utilité qu'il va falloir faire resurgir, en montrant en quoi les Wallons, les Bruxellois et les Européens ont besoin des verts.

Cette utilité, nous pourrions la faire resurgir en offrant un horizon à la société pour aujourd'hui, et non seulement pour demain. Les écologistes sont clairement identifiés comme les porteurs des préoccupations concernant les générations futures. Il s'agit de montrer désormais à quel point ils sont également pertinents par rapport aux générations d'aujourd'hui, jeunes comme vieux.

Quel est le contexte ? Les sociétés européennes sont confrontées à un conflit de générations qui commence à se tendre. L'avenir est obéré par un déséquilibre démographique qui provoque déjà des crispations sociales bien visibles quant à l'âge du départ à la retraite ou au niveau des pensions, comme on le voit en

France ou en Autriche. On sait aussi que le coût du vieillissement doit intégrer celui d'une croissance des soins de santé, ainsi que d'une insécurité vécue et souvent réelle des plus âgés.

Les plus jeunes générations, victimes le plus souvent inconscientes des arbitrages dans lesquels les politiques se sont déjà engagés, risquent de se trouver étouffées par ce poids, qui se combine chez nous à celui d'une dette publique considérable, laquelle pèse sur les investissements publics, y compris l'éducation, depuis au moins vingt ans. Surtout pour les moins qualifiés de ces jeunes, le manque de perspectives offertes comporte en germe des risques déjà bien réels de stigmatisation, de désintégration sociale, d'insécurité...

Face à cette situation, libéraux et socialistes misent tout sur le retour d'une croissance (largement imprévisible) en ne divergeant que (faiblement) sur la méthode pour l'obtenir et (un peu plus) sur les volumes et les priorités de sa redistribution. En pratique, ils présentent l'une après l'autre les factures de leurs électeurs en espérant que le système pourra les endosser. Pour les uns comme pour les autres, le jeu se résume au partage d'une prospérité au jour le jour : ni la dimension du temps ni la dimension des ressources et de l'environnement sur lesquels se conquiert cette prospérité n'entrent en compte.

Il apparaît également que pour assurer la durabilité de notre modèle social, il faut le remotiver. Car si

ce modèle est une merveille, il a aussi un problème de taille : il ne détient pas les gènes de son maintien mais bien les gènes de sa dissolution. Avec les forces sociales qui l'ont construit disparaît peu à peu la conscience de sa légitimité, si pas de son utilité. Si l'on n'y prend garde, on aboutira vite à un système qui n'a plus que des bénéficiaires et des payeurs, avec bien peu de monde pour continuer à en défendre le principe.

Pour toutes ces raisons, les verts, chez nous et au niveau européen, notamment à l'occasion des prochaines campagnes électorales, doivent prendre l'initiative de proposer à nos sociétés un nouveau pacte intergénérationnel qui rende nos systèmes sociaux durables en les remotivant.

À ce stade de notre réflexion, le nouveau pacte générationnel pourrait s'exprimer comme suit : « Toute dépense supplémentaire imputée au vieillissement doit entraîner une contrepartie en termes d'investissement public équivalent, permettant des retombées jugées favorables sur une croissance durable, qui seule permettra à terme de pérenniser le modèle social et d'offrir un progrès dans la qualité de la vie. »

Ce pacte permettrait de donner un visage concret au développement durable, en l'incarnant dans le social. Ses critères prioritaires seraient l'intégration sociale, l'éducation et la formation, la recherche, la reconversion énergétique...

Éric Biérin (18 juin 2003)